OPA : ET SI ON DEMANDAIT AUX SALARIÉS...

Pas de reprise réussie sans leur accord. Pourquoi s'en priver ?

Pour la première fois, à la Télémécanique, des ouvriers, employés et cadres ont massivement condamné l'OPA qui menaçait leur entreprise. Manifestations, distributions de tracts, appels aux pouvoirs publics... Tous les moyens ont été utilisés pour faire échec au raid de Schneider. Période électorale oblige, à gauche comme à droite, ils ont été entendus. Edouard Balladur s'est même engagé à moraliser les OPA. Depuis, Vincent Bolloré, le manager de l'année, a lancé une offensive contre Rhin-Rhône ; et, cette fois encore, les salariés de l'entreprise convoitée ont dénoncé l'opération.

Dans les deux cas, les intersyndicales ou les représentants des travailleurs au comité d'entreprise se sont rangés derrière leur direction. Ils ont rejeté l'OPA des chevaliers noirs — Schneider et Bolloré —, pour applaudir à la contre-OPA des chevaliers blancs — Framatome et Elf. Les salariés seraient-ils à ce point attachés à leur « boîte » et à leur patron ? Plus nuancé. L'intersyndicale qui a orchestré la campagne anti-OPA à la Télémécanique ne rassemble que la CGC, FO et le syndicat autonome CAT. Il n'y a donc pas d'unanimité des salariés et de leurs représentants, même s'ils refusent tous d'être traités comme une marchandise. « *Malgré une forte syndicalisation,* explique un vieux "télémécanicien", *on nous vend et on nous achète sans nous consulter. Dès lors, quel crédit pouvons-nous donner aux ordonnances sur la participation, sur l'intéressement mais aussi aux plans d'épargne ?* »

Autre crainte partagée : les suppressions d'emplois. « *Vincent Bolloré veut racheter notre entreprise,* raconte un salarié de Rhin-Rhône, *parce qu'elle est performante et complémentaire de la SCAC, reprise il y a deux ans. Mais certains services feront double emploi.* » En écho un cadre souligne : « *Nous connaissons les promesses du management. En prenant la SCAC, il avait assuré qu'il n'y aurait pas de licenciement. Et les charrettes se sont succédé. Aujourd'hui, 100 travailleurs sont menacés à Cergy et 14 à Bonneuil. Pourquoi n'utilise-t-on pas les liquidités disponibles pour leur créer du travail ? On avait promis aussi qu'il n'y aurait pas de salaire à moins de 8 000 francs. Deux ans après, nombreux sont ceux qui restent encore au-dessous de ce salaire plancher ...Et puis il y a les démantèlements : la SCAC a vendu la section bricolage qui marchait très bien.* » Plus sévères, les « télémécaniciens » écrivent dans leur lettre à Jacques Chirac : « *Les entreprises qui, comme Schneider, rachètent ne sont pas les plus performantes. Elles sont riches d'entreprises qu'elles ont démantelées, d'investissements qu'elles n'ont pas faits.* »

LE TELEMECANICIEN
O.P.A.
LES HOMMES NE SE VENDENT PAS COMME LES MACHINES ET DES MURS
LE TELEMECANICIEN
TOUS CONCERNÉS
O.P.A. sur TÉLÉMÉCANIQUE = 14 000 SALARIÉS
50 ENTREPRISES OPÉABLES = 500 000 SALARIÉS
LE TELEMECANICIEN
O.P.A. SAUVAGE = CHOMAGE
Riboloweski-REA

MANIFESTATION ANTI-OPA DES EMPLOYÉS DE LA TÉLÉMÉCANIQUE

Dernier point d'accord entre les syndicats : la nécessité d'un projet industriel. « *Nous avons retenu la leçon de Valeo,* raconte un militant FO. *Quand nous avons vu débarquer Carlo De Benedetti, nous étions contents. L'homme d'Olivetti allait réveiller cette entreprise qui sommeillait. Nous avons dû déchanter. Pratiquement, la moitié des 8 000 salariés ont perdu leur emploi...* » « *Il faut de vrais patrons industriels,* dit-on à la fédération, *et non des boursicoteurs qui jouent au poker ou au Monopoly. Si Télémécanique était racheté par Schneider, celui-ci devrait débourser 47 fois le bénéfice annuel ! Ce qui signifie que le nouveau patron ne pourra plus investir, et devra bloquer les salaires. Il faut donc mettre en place une structure jugeant du bien-fondé du projet industriel.* »

Au-delà de ces constatations, les positions des syndicats divergent. Des désaccords apparaissent même entre les fédérations et les sections d'entreprise. Tout le monde est dépassé par ces pratiques nouvelles. Le réflexe est souvent de se ranger derrière les dirigeants de l'entreprise visée : ils connaissent mieux le marché. Premiers menacés, ils se découvrent soudain des solidarités de classe. Pierre Joubin, le directeur administratif et financier de Rhin-Rhône, était presque émouvant l'autre jour quand il lançait : « *Nous, les salariés...* » Ajoutons que les représentants ouvriers n'osent pas toujours saisir les perches tendues. Ainsi, lorsque Vincent Bolloré affirme qu'il souhaite rencontrer le personnel de Rhin-Rhône, aucun responsable syndical n'a cherché à le joindre pour demander des engagements écrits !

Manifestement, les syndicats éprouvent des difficultés pour se situer dans ce monde en mouvement. Jusqu'à présent, la CFDT est seule à proposer une analyse. Contrairement aux autres organisations « réformistes », elle affirme : « *Nous n'avons pas à choisir le repreneur.* » Mais, tout en préparant un dossier complet « *OPA mode d'emploi* », elle propose « *une réflexion sans passion : OPA, contre-OPA sur Télémécanique* ». Des délégations de Télémécanique, de Merlin-Gerin (Schneider) et de Framatome (CGE) ont ainsi réfléchi ensemble aux restructurations nécessaires. Et l'on découvre à travers l'étude que le choix de l'intersyndicale CGC, FO et CAT est peut-être un peu rapide. « *Pourquoi choisir Framatome plutôt que Schneider ?* » Cette réflexion prouve que les syndicats sont majeurs.

CLAUDE-FRANÇOIS JULLIEN